

SOUTIEN AUX NOUVEAUX MODELES ECONOMIQUES : ACHATS DURABLES, ECOCONCEPTION, ECONOMIE DE LA FONCTIONNALITE

Délibération N°24SP-2154 du 12 décembre 2024
Direction de l'Énergie, du Climat et de l'Économie Circulaire

► OBJECTIFS

- Contribuer à l'atteinte des objectifs du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET),
- Créer de l'activité économique durable,
- Créer de l'activité économique innovante et qui participe à la transition écologique,
- Éviter et/ou réduire les impacts environnementaux des entreprises (consommation de matière, énergie...),
- Pérenniser les emplois.

► TERRITOIRES ELIGIBLES

Tout le territoire de la région Grand Est.

► BENEFICIAIRES

La Région distingue le bénéficiaire direct de la subvention « bénéficiaire de l'aide » qui est éligible à ce dispositif et le bénéficiaire final visé par la mise en œuvre de la politique régionale « bénéficiaire de l'action ».

DE L'AIDE

- Entreprises ou groupements d'entreprises ;
- Organisations professionnelles ;
- Associations ;
- Collectivités et EPCI.

DE L'ACTION

Tout organisme ayant une activité commerciale de biens ou de services.

Les projets peuvent bénéficier d'une aide de la Région ou de l'ADEME dans le cadre du programme Climaxion.

► FINANCEMENTS

Les projets déposés dans le cadre de ce dispositif feront l'objet d'un financement soit de la Région Grand Est, soit de l'ADEME.

► PROJETS ELIGIBLES

NATURE DES PROJETS :

Ce dispositif vise à accompagner les entreprises dans des démarches d'innovation concernant leur modèle économique. C'est également une opportunité pour les entreprises de s'adapter aux besoins du marché et de gagner en compétitivité.

Ce dispositif s'adresse donc aux **dirigeants d'entreprises voulant transformer leur modèle économique (d'achat, de vente, de conception) afin de le rendre plus compatible avec les nouveaux défis de la Transition Ecologique et Energétique**. L'accompagnement est effectué par un/des bureau(x) d'études spécialisé(s).

Ce dispositif ne s'adresse pas aux questions opérationnelles de gestion des déchets, de recyclage, d'efficacité énergétique, de gestion des matières premières, d'émission de gaz à effet de serre...

Trois thèmes sont concernés :

1. *L'économie de la fonctionnalité*

Elle consiste à passer d'une logique de vente de produit ou de prestation de service à une logique de mise à disposition d'une solution centrée sur l'usage et/ou le résultat, sans transfert de droit de propriété.

Ce modèle doit permettre à l'entreprise de créer de la valeur non plus sur la multiplication des ventes, mais sur la fidélisation des clients grâce à la valeur d'usage. Elle propose des solutions moins consommatrices de ressources incluant une valeur immatérielle reconnue.

2. *L'éco-conception*

Elle consiste à intégrer des critères environnementaux dès la phase de conception ou lors de la reconception d'un produit (bien ou service) afin de réduire ses impacts environnementaux tout au long de son cycle de vie tout en préservant la qualité d'usage du produit et son niveau de performance.

Eco-concevoir, c'est concevoir des produits qui optimisent l'utilisation des matériaux (allègement du produit, réduction du nombre de composants, utilisation de matériaux renouvelables ou recyclables,...) et l'efficacité énergétique, qui peuvent être facilement réemployés, réparés, refabriqués, recyclés...

C'est aussi une opportunité d'innover en repensant les fonctionnalités des produits/services que l'entreprise commercialise.

3. *Les achats durables*

Ils consistent à travailler le processus Achat de l'entreprise en questionnant ses besoins et en y intégrant des critères environnementaux, sociétaux ainsi qu'une logique de cycle de vie et de coût global.

Mettre en œuvre une démarche d'achats durables est un levier efficace pour décliner l'économie circulaire au sein de l'organisation de l'entreprise et pour concourir à sa politique de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE).

METHODE ET CRITERES DE SELECTION

Sensibilisation : tout acteur s'engageant dans une opération de sensibilisation dans sa structure sur au moins un des 3 thèmes du dispositif.

Aide à la décision : diagnostics et études de faisabilité réalisés par un prestataire extérieur.

Accompagnement : études réalisées par un prestataire externe, investissements permettant de valider la démarche, projets d'innovation.

Opération collective : portage d'une opération visant un travail approfondi sur au moins un des thèmes du dispositif avec la participation d'un minimum de 5 entreprises.

Les critères de sélection portent sur 5 axes :

- *Axe économique*

Résultats attendus en termes de compétitivité et d'emplois préservés/créés

- *Axe environnemental*

Impact(s) potentiel(s) du projet sur la diminution de l'empreinte environnementale des bénéficiaires de l'opération.

- *Axe innovation*

Caractère innovant ou démonstratif du projet, facilement reproductible (notamment à l'échelle régionale).

- *Axe organisationnel*

En interne : qualité des moyens techniques et humains mis en œuvre, organisation de la gouvernance et qualité des partenariats (s'il y a lieu), clarté des devis, cohérence du planning ...

En externe (prestataires) : qualification et expérience du/des prestataires en charge des études, diagnostics,...

L'implication de la direction et les preuves d'engagement de ses dirigeants dans la démarche présentée sont attendues.

- *Axe financier*

Cohérence des moyens financiers mis en œuvre par le porteur du projet, réalisme et robustesse du plan de financement, caractère incitatif de l'aide (effet de levier).

Concernant les opérations collectives, le **porteur doit être légitime et suffisamment représentatif des entreprises accompagnées.**

► DEPENSES ELIGIBLES

Prestations externes pour les études.

Dépenses d'investissement : ces investissements doivent être directement corrélés, indispensables à la réalisation effective de l'étude et proportionnés (prototype, petits consommables éventuels...).

Opération collective : temps interne du porteur de l'opération, dépenses de communication liées à l'opération.

► NATURE ET MONTANT DE L'AIDE

- **Nature :** subvention avance remboursable à taux zéro
- **Section :** investissement fonctionnement

TAUX MAXIMUM DE L'AIDE

Définition des tailles d'entreprises par la Commission: voir extrait de la recommandation 2003/361/CE de la Commission du 6 mai 2003 concernant la définition des petites et moyennes entreprises (JO L 124 du 20.5.2003, p. 36).

- *Etude & accompagnement*

Financier	Encadrement	Microentreprise et petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise
Région (1)	SA 111726	80%	70%	60%

(1) : plafond de l'aide Région à 70 k€

→ Financement Région ou ADEME selon le projet

- *Investissement :*

Le taux maximum d'aide s'applique :

- aux coûts d'investissement dans la protection de l'environnement s'ils peuvent être identifiés comme investissements distincts dans les coûts d'investissement totaux,
- sinon aux coûts d'investissements déduction faites du coût d'installation de référence. Il appartient au candidat de chiffrer la solution de référence.

Financier	Encadrement	Microentreprise et petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise
Région (1)	SA 111726	60%	50%	40%

(1) : plafond de l'aide Région à 200 k€

→ Financement Région ou ADEME selon le projet

- *Opération collective :*

Le taux maximum d'aide s'applique

a. à l'animation ponctuelle (dépenses de fonctionnement liées aux ETP) :

Financier	Encadrement	Microentreprise et petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise	Bénéficiaire dans le cadre d'une activité non économique
Région (1)	SA.111723	-	-	-	50%

(1) : plafond de l'aide Région à 50 k€

b. aux dépenses de communication:

Financier	Encadrement	Microentreprise et petite entreprise	Moyenne entreprise	Grande entreprise	Bénéficiaire dans le cadre d'une activité non économique
Région (1)	SA.111723	-	-	-	50%

(1) : plafond de l'aide Région à 50 k€

→ Financement Région ou ADEME selon le projet

Remarque sur le porteur de l'opération collective :

Les acteurs qui portent ce type d'action :

- doivent être des personnes morales de droit public ou de droit privé quel qu'en soit le statut, le mode de gouvernance ou la forme juridique ;
- ne doivent pas être contrôlés en droit ou en fait par une entreprise ou un groupe d'entreprises membres ;
- ne doivent pas réserver l'exclusivité de leurs résultats à leurs membres ;
- doivent disposer d'une comptabilité analytique ou séparée permettant d'identifier les coûts par nature et par projet.

Les actions collectives peuvent comprendre des programmes thématiques d'information, de sensibilisation et de mise en réseaux largement ouvert aux entreprises intéressées, porté par une structure ad hoc ou déjà constituée (appelée structure porteuse) dont l'objet est de constituer, d'animer, de coordonner et de fédérer les filières et les écosystèmes.

Les actions collectives consistent en des prestations de communication, d'information, d'animation, et de sensibilisation à destination d'entreprises. Le porteur doit contribuer **à l'un** des objectifs suivants:

- stimuler l'activité d'innovation,
- transférer les connaissances,
- mettre en réseau,
- encourager la diffusion de l'information.

Le projet « d'innovation » peut porter par exemple sur de l'innovation de produit, de service ou d'usage (amélioration des produits/services/usages existants ou introduction de nouveaux), l'innovation de procédé ou d'organisation (changement dans l'organisation du travail et de la chaîne logistique), l'innovation de « modèle d'affaires » (réorganisation de la structure des revenus et des coûts),...

► LA DEMANDE D'AIDE

MODE DE RECEPTION DES DOSSIERS

Fil de l'eau

Appel à projet

Appel à manifestation d'intérêt

LES PORTEURS DE PROJETS SONT INVITES A PRENDRE CONTACT LE PLUS EN AMONT POSSIBLE DES PROJETS AVEC L'INTERLOCUTEUR CORRESPONDANT A LA NATURE DU PROJET :

Achats durables	Eco-conception	Economie de la fonctionnalité
Pascal DEPREZ Région Grand Est Place Gabriel Hocquard CS 81004 57036 Metz cedex 01 03 87 54 32 34 pascal.deprez@grandest.fr		Marion BARDOT Région Grand Est 1 place Adrien Zeller, BP 91006 67070 Strasbourg 03 88 15 66 41 marion.bardot@grandest.fr
Benoit EVRARD ADEME 34 avenue André Malraux 57000 Metz 03 87 20 03 76 benoit.evrard@ademe.fr	Benoit DEVAUX ADEME 116 avenue de Paris 51000 Châlons-en- Champagne 03 26 69 58 45 benoit.devaux@ademe.fr	Benoit EVRARD ADEME 34 avenue André Malraux 57000 Metz 03 87 20 03 76 benoit.evrard@ademe.fr

LE DOSSIER

Le dossier administratif et technique est à retirer auprès des services de la Région ou sur le site Climaxion.

PROCESSUS DE DEMANDE D'AIDE

a) AVANT TOUT DEPOT DE DOSSIER

Il est souhaitable que le porteur de projet contacte en amont les responsables de la Région et de l'ADEME concernés par la thématique du projet (voir tableau ci-dessus).

Il est **impératif de compléter et d'envoyer à ces contacts Ademe et Région le formulaire de renseignement** disponible sur le site Climaxion :

<https://www.climaxion.fr/docutheque/soutien-aux-nouveaux-modeles-economiques-achats-durables-eco-conception-economie>

Cette fiche d'information permettra de **désigner le financeur (ADEME ou Région) le plus à même d'accompagner le projet.**

b) DEPOT DU DOSSIER

Suite à la transmission du formulaire de renseignement et entretien avec vos contacts ADEME et Région, le financeur vous sera précisé en fonction de la nature/ampleur de votre projet. Le processus de dépôt du dossier est alors différent selon le financeur désigné :

Pour la Région : le dossier devra impérativement être déposé sur la plateforme numérique accessible sur le site de la Région Grand Est (<https://www.grandest.fr/vos-aides-regionales/soutien-aux-nouveaux-modeles-economiques/>). Cette demande vaut acte de candidature et prise en compte des dépenses.

Pour l'ADEME : le dossier devra impérativement être déposé sur la plateforme numérique « agir pour la transition » (<https://agirpourlatransition.ademe.fr/>). Cette demande vaut acte de candidature et prise en compte des dépenses.

c) PIECES DU DOSSIER

Le dossier de candidature vaut dépôt de demande d'aide auprès de l'ADEME Grand Est et de la Région Grand Est **sous réserve que l'ensemble des pièces mentionnées au dossier de candidature soient fournies.**

Le dossier devra comprendre pour l'ensemble des porteurs de projet :

- Une lettre d'intention (facultatif) ;
- Le dossier technique complété ;
- Les devis détaillés de l'ensemble du projet ;
- Un RIB.

Pour les entreprises :

- Le compte de résultat du dernier exercice ;
- Le Kbis ;
- Les liasses fiscales des 2 derniers exercices.

Pour les collectivités, chambres consulaires ou autres structures publiques :

- La délibération de l'organe décisionnel (ou attestation donnant pouvoir au signataire à engager certaines opérations) ;
- Pour les Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI), joindre une copie des statuts et de l'arrêté préfectoral associé ;
- Pour les délégataires de service public, joindre une copie du contrat de délégation de service public.

Pour les associations :

- Délibération de l'organe décisionnel (ou attestation donnant pouvoir au signataire à engager certaines opérations) ;
- Statuts de l'association ;
- Le cerfa.

► PRISE EN COMPTE DES RISQUES NATURELS

Les risques naturels (inondation, retrait/gonflement d'argile, radon, pic de chaleur, etc.) et leur amplification (en intensité et/ou en fréquence) liée au réchauffement climatique sont à prendre en compte en phase étude du projet afin d'adapter les travaux et les installations au(x) risque(s) identifié(s) : localisation des systèmes, choix des matériaux...

Pour identifier si votre projet est situé dans une zone soumise à un risque naturel, vous pouvez consulter le site <https://www.georisques.gouv.fr/> ou directement <https://www.georisques.gouv.fr/mes-risques/connaitre-les-risques-pres-de-chez-moi>

Pour identifier les évolutions climatiques dans votre commune :

https://interactive.afp.com/features/Demain-quel-climat-sur-le-pas-de-ma-porte_621/

► ENGAGEMENTS DU BENEFICIAIRE

La liste des documents à fournir pour l'instruction ainsi que les engagements du bénéficiaire figurent dans la fiche modalités du dispositif, disponible auprès des services de la Région ou sur le site Climaxion. Si ceux-ci ne sont pas fournis en intégralité, le dossier sera considéré comme irrecevable.

Le bénéficiaire s'engage à préciser le soutien financier de la Région et de l'ADEME dans tout support de communication en faisant mention du programme Climaxion (kit de communication disponible sur le site Climaxion) :

<https://www.climaxion.fr/programme-climaxion#block-block-3>

Le bénéficiaire s'engage à saisir en ligne une fiche action-résultat sur le site internet OPTIGEDE (www.optigede.ademe.fr). Cette fiche pourra être publiée sur le site après une validation par la Direction Régionale de l'ADEME concernée, en étroite collaboration avec la Région Grand Est dans le cadre du programme Climaxion.

Elle pourra faire l'objet d'une diffusion plus large sur le site COLLECTif (<https://www.collectif-grandest.org>).

► MODALITÉS DE VERSEMENT DE L'AIDE

Les modalités de versement seront précisées dans les décisions attributives de subvention.

► MODALITÉS DE REMBOURSEMENT EVENTUEL DE L'AIDE

Emission d'un titre de recettes pour toute opération non conforme et trop perçu au titre des acomptes de subvention.

► SUIVI – CONTRÔLE

L'utilisation de l'aide octroyée fera l'objet d'un contrôle systématique portant en particulier sur la réalisation effective des opérations et le respect des engagements du bénéficiaire.

► DISPOSITIONS GENERALES

- Il est précisé que l'autorisation de démarrage (accusé de réception par retour de courriel ou par lettre) ne vaut pas promesse de financement et ne présage en rien la décision qui sera prise par le Conseil Régional Grand Est à l'issue de l'instruction du dossier.
 - L'octroi d'une aide (ou son renouvellement) ne constitue en aucun cas un droit acquis.
- La conformité du projet aux critères d'éligibilité n'entraîne pas l'attribution automatique de l'aide sollicitée. En effet, le Conseil Régional conserve un pouvoir d'appréciation fondé notamment sur le degré d'adéquation du projet présenté avec ses axes politiques, la disponibilité des crédits, le niveau de consommation de l'enveloppe budgétaire ou encore l'intérêt régional du projet.
 - L'aide (ou son renouvellement) ne peut être considérée comme acquise qu'à compter de la notification au bénéficiaire de la décision d'attribution prise par l'organe délibérant compétent.
 - L'attribution d'une aide se fait dans la limite des crédits disponibles au cours de l'exercice d'attribution de l'aide.